

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 1

Artikel: Le Liban : Terre d'accueil et de refuge affaiblie par la crise syrienne
Autor: Dupuy, Emmanuel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781103>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'armée libanaise est faible face à ses voisins, mais également face aux nombreux groupes armés dans le pays.

International

Le Liban : Terre d'accueil et de refuge affaiblie par la crise syrienne

Emmanuel Dupuy

Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

A lors que la Syrie vit son troisième automne d'une guerre civile, où la folie meurtrière de part et d'autre n'a d'égale que la complexité des enjeux géopolitiques qui dépassent largement le contexte syrien, c'est l'ensemble du voisinage qui semble pris en otage, et en premier lieu, les populations de la Syrie et de ses voisins.

Dans ce contexte le Liban, par sa proximité géographique et ses relations sociales, sociétales et économiques intrinsèquement liés, se retrouve, une fois encore pris en otage.

Depuis mars 2011, ce sont près de 800'000 réfugiés qui ont traversé la frontière libano-syrienne, demeurée constamment ouverte depuis le début de la crise. Comparé aux quatre millions de Libanais, ce sont près de 1,3 millions de réfugiés syriens qui sont désormais présents sur le sol libanais. Ces derniers, représentent ainsi 1/5 de la population totale du pays.

Le Liban, dans sa tradition d'accueil et de refuge des populations déplacées au grès des soubresauts régionaux, tente de s'en occuper avec humanité et toute la fraternité qui sied à des voisins, certes chahutés par une histoire chaotique, mais restés unis dans bien des domaines, ne serait-ce que vis-à-vis de liens familiaux qui lient de nombreuses familles syriennes et libanaises. Mais, il y a, par voie de conséquence, une urgence à laquelle la communauté internationale ne peut rester insensible !

A force de faire la sourde oreille, c'est l'ensemble du fragile équilibre interconfessionnel et intercommunautaire, péniblement acquis par l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Najib Mikati, en 2011, qui risque de disparaître. C'est, en effet, en assumant le choix difficile de dialoguer avec le Hezbollah, que le Gouvernement Mikati confirme l'importance du levier d'influence que constitue cet acteur, vecteur du rôle que souhaite conserver l'Iran dans la crise syrienne. C'est d'autant plus vrai depuis la confirmation des velléités d'ouverture à l'égard des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de la communauté

internationale en générale, ayant accompagné les premières semaines de la nouvelle présidence iranienne, suite à l'élection en juin dernier d'Hassan Rohani.

S'il fallait un chiffre pour comprendre l'immensité de la tâche auquel le Liban est confronté, prenons le cas symbolique de l'éducation. Aux côtés des 330'000 d'élèves libanais scolarisés, ce sont 500'000 enfants syriens qui, venus avec leur parents se réfugier au Liban, ont droit, eux aussi, à une éducation, passeport pour leur faire oublier l'inhumanité du conflit qui les afflige.

Sur le plan économique, un récent rapport de la Banque mondiale estimait à plus de 5,5 milliards d'euros le montant des pertes directement imputées à la crise syrienne depuis 2012. Les recettes de l'état libanais auront ainsi diminué de près de 880 millions d'euro cette année; et ce pour la troisième année consécutive. Les dépenses publiques ont elles, augmenté de 28 % et ce afin de tenir compte d'une pression fiscale exceptionnelle, induite notamment par l'augmentation des dépenses en matière d'aide médicale d'urgence et de services publics.

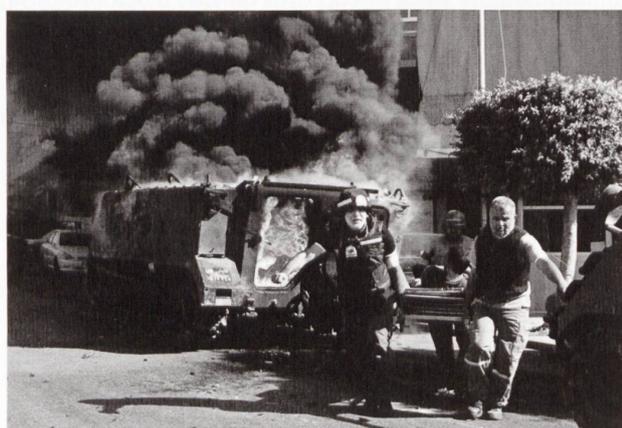
Les conséquences en sont d'abord catastrophiques sur le plan de la fragile cohésion sociétale, religieuse et communautaire issue des accords de Taëf d'octobre 1989 - qui mirent fin à une guerre civile de quinze ans, qui ensanglanta le Liban entre 1975 et 1990, et qui n'est pas sans rappeler celle qui se déroule aujourd'hui en Syrie.

Le taux de criminalité a ainsi doublé, voire triplé dans certaines zones du Liban. En outre, de plus en plus de Libanais sont contraints de quitter leur propre pays, eu égard à l'augmentation du coût de la vie...

Le risque est ainsi grand qu'à défaut d'un soutien plus ferme au gouvernement d'union nationale, péniblement mis en place après la démission de Saad Hariri il y a maintenant deux ans, l'équilibre fragile entre chiites et sunnites - qui représentent 60 % de la population - et les chrétiens maronites (39 % de la population) ne vole rapidement en éclat.



Déplacement de blindés et de troupes dans les rues de Beirut. Ce type d'intervention est malheureusement fréquent et en augmentation constante.



Une des principales conséquences de l'afflux de réfugiés syriens a aussi, en effet, comme principal corolaire d'augmenter de manière substantielle le nombre de sunnites dans le pays.

Contrairement à certains de ses voisins, le gouvernement Mikati a délibérément choisi de ne pas considérer les Syriens comme des « réfugiés » mais comme des « déplacés. » Au-delà du caractère symbolique d'une telle mesure, le Premier ministre libanais cherche à indiquer à ses partenaires européens, en premier lieu desquels l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, décidés eux-aussi à accueillir davantage de réfugiés syriens, que la question dépasse largement le voisinage régional de la Syrie. La France a décidé d'en accueillir 500, l'Allemagne 5'000.

La différence est de taille, mais elle témoigne aussi de la prise en compte par Berlin davantage que par Paris, des difficultés auxquelles est confronté le Gouvernement libanais. Ce dernier, par la voix de son Premier ministre, l'a récemment réitéré, lors d'un déplacement à New-York et d'une rencontre avec le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, au cours duquel il a rappelé que la sécurité et la stabilité de son pays sera un des gages de réussite pour toute solution pacifiée dans la Syrie voisine. La Conférence de Genève 2, qui devrait théoriquement se tenir les 23 et 24 novembre 2013, ne doit ainsi pas uniquement se focaliser sur la nécessaire mais nullement exclusive question du désarmement chimique du régime de Bashar-el-Assad.

La question des réfugiés et leur impact économique et social sur les voisins syriens - notamment la Turquie, le Liban et la Jordanie - doit aussi être évoquée. Ce sont désormais plus de 110'000 Syriens qui sont réfugiés en Egypte, 168'000 en Iraq, 515'000 en Jordanie et 460'000 en Turquie, alors que les dernières estimations évoquent l'arrivée d'au moins 800'000 réfugiés enregistrés comme tels, auxquels il conviendrait d'ajouter 300'000 supplémentaire non enregistrés.

Les principaux acteurs de la conférence devant préparer l'avenir pacifié de la Syrie, notamment l'Iran, les Etats-Unis et la Russie, devraient ainsi inscrire cette question à leur agenda, tant cette dernière conditionne le processus de réconciliation nationale mais aussi régional, mis à mal depuis deux et demi.

Alors que l'on se perd en conjectures quant aux déséquilibres stratégiques, conséquences et déceptions nées du « Printemps arabe, » l'émergence d'un « nouveau Liban » conditionné par l'apaisement des blessures du passé et gagé par une reconstruction au sens propre comme sur le plan humain demeure un modèle de transition tranquille qui pourrait servir d'exemple pour le voisinage, dans le Levant comme dans l'ensemble de la zone Maghreb-Mashrek.

Du reste, le temps semble donner raison à Najib Mikati. Fermement attaché au concept de « dissociation, » afin d'éviter que le fardeau de la crise syrienne, vienne aussi mettre à mal les fragiles assises de l'Etat libanais, l'on ne peut néanmoins faire totalement abstraction que de l'avenir de l'un dépend celui de l'autre. Car le Liban partage bien plus qu'une frontière commune avec la Syrie.